

# Tchad Eco

Des idées innovantes pour le développement



Le Bimestriel du CROSET n° 3 du 1<sup>er</sup> Janvier au 28 Février 2015: L'histoire de l'économie tchadienne

Les traditionnels vœux de bonne année sont une occasion pour la rédaction de « Tchad Eco » de remercier ceux qui, lecteurs, Autorités administratives, Représentants des institutions internationales au Tchad, amis, .... accompagnent au quotidien le CROSET et en partagent les objectifs et idéaux. **Bonne et heureuse année à tous!**



## Editorial

### *Mieux vaut tard que jamais!*

L'engouement suscité lors de nos deux premières parutions témoigne du besoin réel en informations à caractère économique au Tchad et interpelle la rédaction à juste titre sur l'importance de la tâche qui est la sienne. Le devoir de vous informer ne peut se faire efficacement sans vos concours. Et vous n'avez pas failli car « Tchad Eco » vit au rythme de vos remarques, conseils et suggestions. Parmi vos nombreuses réactions qui nous sont parvenues, la question de l'histoire de l'économie tchadienne est revenue plusieurs fois. **«...on ne peut créer un journal à caractère économique sans consacrer le premier numéro à l'histoire de l'économie du pays concerné...»**, un extrait parmi tant d'autres. C'est le lieu ici de vous dire une fois de plus merci pour cet intérêt particulier que vous avez placé en votre journal et surtout à la marque de confiance toujours renouvelée.

En outre, **«mieux vaut tard que jamais!»,** cet adage trouve pleinement son sens dans la vie de Tchad Eco qui a écouté attentivement les réactions légitimes de ses fidèles lecteurs et a voulu les satisfaire et en même temps se rattraper.

Le présent numéro est consacré exclusivement à l'histoire de l'économie tchadienne. En effet, comprendre les contributions de chaque facteur au développement économique permet d'identifier les goulets d'étranglement et les potentiels d'une économie aux fins d'orienter les politiques actuelle et future vers une croissance inclusive et intelligente. Nous mettons en évidence l'évolution du produit national brut de 1960 à 2013 et les variables explicatives de son niveau et ses fluctuations.

Cependant, évoquer la genèse de l'économie d'un pays comme le Tchad n'est pas une tâche aisée dans la mesure où, d'une part, plusieurs crises sociopolitiques et économiques ont émaillé son histoire. Ces chocs dans l'économie offrent des référentiels pour une meilleure compréhension de l'évolution de la croissance économique du pays. D'autre part, l'ère pétrolière a métamorphosé la structure de l'économie tchadienne où les contributions des facteurs traditionnels du PIB (agriculture et élevage) s'amenuisent au profit des ressources pétrolières. Cette métamorphose n'est pas sans conséquence sur la soutenabilité de l'économie nationale.

Au-delà du cadre théorique, ce numéro se permet d'aborder également les facteurs empiriques de la croissance au Tchad. Ainsi, les facteurs qui contribuent généralement à la croissance économique à long terme sont moins puissants au Tchad que dans les groupes de pays qui lui sont structurellement comparables. Les données disponibles montrent que la croissance du Tchad est très instable, tirée par le capital physique (par exemple les infrastructures) et les contributions du capital humain et de la productivité totale des facteurs sont faibles voire négatives. Son niveau semble aussi moins élevé pour pouvoir juguler la croissance démographique et par ricochet réduire la pauvreté.

Considérant que les indicateurs du capital humain, défini comme les compétences et la santé humaine, sont plus bas au Tchad, nous espérons que les analyses et suggestions appuyées des expériences pays relevées dans ce numéro peuvent aider le pays à recadrer sa politique afin de renverser la tendance.

Jareth BEAIN

## Citation du mois

«A l'instar de l'esclavage et de l'apartheid, la pauvreté n'est pas naturelle. C'est une création de l'homme et il est possible de la surmonter et de l'éliminer par des interventions humaines.»

Nelson Mandela, 2003

## Dans ce numéro

### • Sommaire

- Editorial: Mieux vaut tard que jamais! ..... (P. 1)
- Citation du mois ..... (P. 1)
- Les facteurs de la croissance: Qu'en dit la théorie économique? ..... (P. 2)
- Faits: Analyse historique de la croissance économique du Tchad ..... (P.3 à 4)
- B.A BA de l'économie: Comment mesurer les performances économiques d'un pays? .....(P.5)
- Analyse des agrégats macroéconomiques du Tchad. ....(P. 5 à 8)
- Actualités économiques: La fin de l'année rime avec pétrole au Tchad; Crédit-bail au Tchad: quelles perspectives pour les PME? Le mot de la fin: Pétrole, encore pétrole et toujours pétrole; La conjoncture économique à l'aube des fêtes de fin d'années..... (P. 9 à 10)

## LES FACTEURS DE LA CROISSANCE: QU'EN DIT LA THEORIE ECONOMIQUE?

La croissance économique fait l'objet de sérieux débats dans tous les pays indépendamment de leur niveau de développement et ce compte tenu des enjeux économiques, politiques et sociaux qui l'entourent. Bien que désirée par toutes les économies, la réalisation d'une croissance forte est un débat qui date depuis la nuit des temps et pourtant, rien ne laisse présager sa fin. D'une manière générale, les différentes théories économiques ont fait apparaître deux points de discordance: quelles sont les sources de la croissance et quelle est sa nature (illimitée, limitée, instable ou stable)?

*Adam Smith*, auteur du célèbre livre «*Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*» en 1776, pose les premiers jalons d'une théorie de la croissance. Pour ce dernier, **la croissance, qui prend sa source dans la division du travail, est illimitée**. Puis, la théorie de la croissance a repris avec vigueur depuis les Trente Glorieuses, période d'après la deuxième guerre mondiale marquée par une embellie économique dans les économies occidentales.

Les théories de **la croissance limitée** ont commencé par les travaux de *Ricardo* pour qui, la croissance se heurte à l'avarice de la nature. L'idée est que la croissance est générée par le réinvestissement productif du surplus. L'augmentation de la production agricole et son corollaire de bien-être va induire une hausse de la population. Cette dernière exerce une pression sur les ressources disponibles et va freiner la croissance économique en raison des rendements décroissants des terres. Les théories de *Marx* et de *Malthus*, basées respectivement sur l'accumulation du capital et la loi de la population, rejoignent cette vision pessimiste de la croissance. Enfin, les tenants des modèles dits de Club de Rome, qui s'inscrivent dans cette lignée, prévoient la décroissance. Pour eux, **les ressources naturelles sont la source de la croissance** et par conséquent l'épuisement de ces ressources va mettre fin à la croissance. Ces modèles ont connu un grand écho avec la publication du rapport de *Meadows* en 1972 annonçant la fin de la croissance à cause de la croissance exponentielle de la population, de la consommation trop importante d'énergie et de la pollution. Pour toutes ces théories, l'état stationnaire est inéluctable.

Pour les postkeynésiens *Harrod* (1948) et *Domar* (1947), **la croissance est illimitée mais instable**. Leurs travaux sont donc consacrés aux conditions de réalisation d'une croissance équilibrée. Pour eux, les capacités de production sont accrues de façon proportionnelle au niveau de l'investissement et ce dernier exerce un double effet sur la croissance. Du côté de l'offre, c'est son montant absolu qui détermine la croissance, alors que du côté de la demande c'est sa variation. «Ainsi, si l'on investit assez aujourd'hui pour ajuster la demande à la capacité de production, il faudra investir davantage demain du fait de l'accroissement de capacité induit par l'investissement.» (*Domar*). Dans ce contexte, l'équilibre de la croissance est toujours dynamique, ce qui amène *Harrod* à parler de **la croissance sur le fil du rasoir**.

Une deuxième théorie qualifiée d'optimiste, rompt avec la théorie classique de la croissance, en considérant que **la croissance est illimitée et stable**. Le pionnier de ce courant est l'économiste français *J. B. Say* pour qui, la prise en compte de l'industrie et des services comme facteurs productifs au même titre que l'agriculture rend la croissance infinie. Ensuite, *Kaldor* (1956) considère que les variations de l'épargne assurent la stabilité de la croissance. L'apport crucial vient de *Solow* (1956) qui, à travers un modèle de croissance à deux facteurs ou inputs (travail et capital) et une

fonction de production de type *Gobb-Douglass* à rendement constant, la croissance est assurée par une source exogène appelée progrès technique ou «résidu de Solow» qui est défini comme l'ensemble des processus productifs ou organisationnels destinés à accroître la productivité de la firme. Résidu puisque son modèle est incapable de l'expliquer. Les controverses autour de l'hypothèse de rendement constant et de l'exogénéité du progrès technique vont émerger les nouvelles théories de la croissance.

**Ces théories de croissance dites endogènes considèrent que les facteurs de production sont déterminés par d'autres variables de l'économie**, justifiant l'intervention étatique. Ainsi, l'Etat demeure, malgré toutes les défaillances consécutives à ses interventions, un acteur majeur de promotion de la croissance. Les pionniers de la croissance endogène soutiennent que les «moteurs» de la croissance économique sont les dépenses publiques (*Barro*, 1990), l'accumulation de capital humain (*Lucas*, 1998) et l'accumulation de capital physique et la recherche-développement (*Romer*, 2002).

Cependant, il ne suffit pas de réaliser une forte croissance économique pour réduire la pauvreté. En plus d'être supérieure à la croissance démographique, la croissance doit être inclusive ou pro-pauvre et intelligente ou verte. Une croissance pro-pauvre est vue comme une croissance économique qui profite en premier lieu aux pauvres (*Ravallion et Datt*, 1999; *Dollar et Kraay*, 2000; *Kakwani et Pernia*, 2001). La croissance verte ou intelligente ou encore soutenable est celle qui respecte l'environnement. Pour *Guillaumont*, c'est la croissance réelle (c'est-à-dire corrigée de l'évolution des prix) à laquelle on défalque tous les maux générés par la croissance. Ainsi, un pays qui détruit ses forêts pour exporter du bois voit son PIB augmenter sans pour autant améliorer le niveau de vie. L'idée est donc de déduire de la croissance tout ce qui dégrade les conditions de vie et le milieu naturel.

Enfin, les travaux empiriques sur les sources de la croissance (voir *Barro et Lee*, 1994 et *Durlauf et al.*, 2004) mettent l'accent sur une variable dite d'intérêt, selon le modèle théorique sous-jacent, puis quelques variables de contrôle. Le choix de la variable d'intérêt dépend de l'objet d'étude, du paradigme du moment et quelque fois de l'idéologie de l'institution qui réalise ladite étude. Bien que les facteurs intangibles de la croissance (politiques économiques, institutions, capital humain, innovation, ...) semblent requérir l'unanimité, il n'en demeure pas moins que les facteurs tangibles (intégration aux marchés, capitaux physiques, ...) soient robustes dans l'explication de la croissance économique.

### Pour aller plus loin

«Les nouvelles théories de la croissance», [www.economie2000.com](http://www.economie2000.com)

*Arnaud Diemer*, 2012. «Théories de la croissance endogène et principe de convergence.», MCF IUFM D'Auvergne

*Philippe Darreau*, 2003. «Expliquer la croissance.»

*Jacques Brasseul*, 2008. «Introduction à l'économie du développement.» Collection Armand Colin, 3<sup>ème</sup> Edition

*Marc Montoussé*, 2003. «Théories économiques», 2<sup>ème</sup> édition, Collection Introduction à l'économie

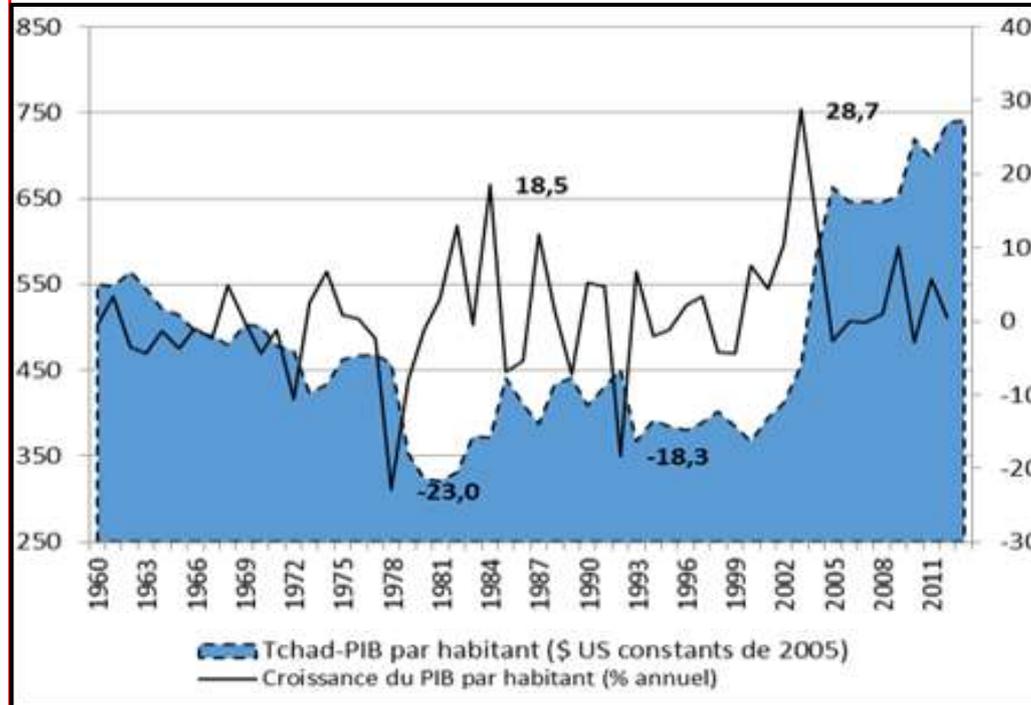
**Jareth BEAIN**

## Faits: Analyse historique de la croissance économique du Tchad

Comprendre l'évolution de l'économie tchadienne est un exercice essentiel car déceler les raisons des faibles performances économiques du pays permettrait de poser les jalons d'un avenir plus prospère. L'histoire de notre économie peut se décomposer en cinq périodes, marquées par d'importants événements politiques et économiques. Ces événements constituent donc des référentiels permettant une meilleure compréhension des fluctuations du produit intérieur brut.

vers l'extérieur (cf. l'ouvrage «*le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984)*»). Le «*Comité permanent*», une sorte de gouvernement provisoire composé de civils et d'officiers supérieurs du sud du Tchad s'occupait de la gestion administrative et financière ainsi que de l'animation politique du sud du pays. Ce dernier percevait alors lui-même la taxe civique, les impôts auprès des sociétés industrielles et les droits de douanes à la frontière. Ainsi, très rapidement après sa création, la décision fut prise de ne pas

Graphique 1: Evolution du PIB par habitant et du taux de croissance du PIB réel par habitant



Source: World Development Indicators/Banque Mondiale

### Les performances économiques de l'indépendance jusqu'à l'année 1975

De 1960 à 1975, les performances économiques du Tchad ont été médiocres. En effet, durant cette période marquée par le début de l'instabilité politique à partir de 1965, la croissance économique a été faible. Il convient de noter qu'elle correspondit à la montée dans la région du Tibesti d'un mécontentement populaire qui prendra la forme d'une rébellion organisée connue sous le nom de *Front de Libération Nationale du Tchad (FROLINAT)*.

A des périodes de hausse succédaient celles de baisse plus accentuée. En moyenne sur cette période, le taux de croissance du PIB/hab a été négatif et se situe autour de -1,06%. Exprimé en niveau, le PIB/hab passe de près de 550\$ pour s'établir à 463\$ en 1975 correspondant à une baisse absolue de 87\$.

### Conseil Supérieur Militaire (CSM) et croissance économique (1976-1982)

A partir de 1975 jusqu'à 1982, à cause des insurrections armées qui se généralisent à l'ensemble du pays, on a enregistré les plus mauvaises performances économiques.

La propagation de la guerre civile à l'ensemble du pays se solde par l'effondrement de l'Etat tchadien et de l'appareil productif en 1979. Ainsi, de mars 1979 à juin 1982, la zone méridionale était coupée du reste du pays et cela dans une situation de quasi autonomie. La production de coton graine qui constituait alors la principale source de devises du Tchad était acheminée directement

diriger les recettes vers N'djamena. Pour illustrer la déliquescence de l'Etat durant ces années de troubles, en avril 1980, le chef du Comité Permanent d'alors, le Général *KAMOUGUE* a fait établir un budget local de 5 milliards de FCFA pour le reste de l'année qui sera reconduit provisoirement en 1981.

Durant cette période, les infrastructures de base ont subi d'importants dommages, ce qui a eu pour conséquence une désorganisation complète de la vie économique. En particulier, de nombreuses entreprises industrielles et commerciales ont dû cesser leurs activités, privant l'Etat de recettes fiscales. Ces lourds handicaps expliquent le fait que le pays soit dépendant de l'aide internationale. Conséquence de cette situation, le PIB/hab chute brutalement passant

de 467,2\$/hab à 330,5\$ en 1982 soit une baisse de près de 42%. Durant cette période, la croissance réelle tourne autour de -4,37% en moyenne annuelle.

### L'économie tchadienne sur la période 1983-1990

Cette période est marquée par une relative stabilité politique comparativement à la précédente ayant pour conséquence la concrétisation des performances économiques qui contrastent avec les périodes précédentes.

La communauté internationale et les bailleurs de fonds en particulier reconnaissent les efforts réalisés par le gouvernement tchadien dans la lutte contre la corruption et l'incurie qui ont caractérisé les périodes précédentes. En décembre 1985, le pays passe alors brillamment son examen de passage lors de la table ronde de Genève organisée avec le concours du PNUD et réunissant les principaux bailleurs de fonds étrangers. Lors de cette rencontre, les engagements pris par les donateurs pour les trois années à venir dépassèrent 450 millions de dollars alors que le pays n'en avait demandé que 431 (*Journal le monde du 11 décembre 1985*). Malgré ces succès, l'économie éprouve des difficultés en relation avec l'effondrement de la filière coton. En effet, avec les années de conflits, la Coton-Tchad fut confrontée à des difficultés de gestion interne caractérisées par un laxisme généralisé. En outre, étant la seule structure organisée dans le sud du pays, l'Etat tchadien et le *Comité Permanent* en particulier ont opéré des ponctions importantes dans les finances de la société.

Suite page 4

A ces difficultés, il faut ajouter la chute des cours mondiaux du coton et la baisse du cours du dollar, devise avec laquelle la plupart des transactions sur les matières premières étaient conclues.

Durant cette période, la Coton Tchad représentait une mastodonte dans la mesure où elle faisait vivre directement ou indirectement près de deux millions de personnes soit près de deux tiers de la population totale du pays. Enfin, la filière cotonnière rapportait 35% des ressources budgétaires et constituait 80% des exportations en valeurs.

### **1990-1999: L'avènement de la démocratie et politiques d'ajustement structurel**

Sur la période allant de 1990 à 1999, la reconstruction de l'Etat tchadien se poursuit avec l'organisation de la Conférence Nationale Souveraine (CNS) en 1993 dont le but n'est rien d'autre que de jeter les jalons d'un Etat démocratique et économiquement prospère. Cette période a été marquée par un faible niveau des recettes fiscales et une forte dépendance à l'aide internationale. Elle coïncide aussi avec les Programmes d'Ajustement Structurels (PAS) dont l'une des conséquences est la dévaluation du FCFA, monnaie communautaire utilisée par le Tchad.

#### **Encadré 1: Tchad et ajustement structurel**

Le Tchad s'est engagé en 1994 dans un programme d'ajustement économique qui a donné lieu à l'approbation d'un accord de confirmation avec le FMI en mars 1994. Compte tenu du dérapage des recettes budgétaires constaté au premier semestre de l'année, le FMI a suspendu les tirages et défini un programme de référence sans décaissement des bailleurs de fonds. Toutefois, fin mai 1995, le Tchad a repris les négociations en vue de la signature d'un accord triennal au titre de la Facilité d'ajustement structurel renforcé (FASR) qui ont abouti à la signature d'un accord approuvé le 1<sup>er</sup> septembre 1995 par le Conseil d'administration du FMI. Cet accord couvre une période de trois ans avec pour principaux objectifs la stabilisation macroéconomique et la création d'un environnement favorisant une croissance soutenue à moyen terme.

En particulier, il s'agissait de renforcer les recettes budgétaires, d'améliorer l'efficacité de l'administration publique et de revitaliser l'économie à travers la libéralisation des prix et du commerce extérieur, la privatisation et l'amélioration du dispositif réglementaire.

Dans l'ensemble et en particulier dans le domaine des finances publiques, le programme a été satisfaisant dans la mesure où entre 1995 et 1997, les mesures adoptées ont permis d'accroître les recettes fiscales et douanières. L'assiette fiscale a été élargie et les exonérations limitées et mieux contrôlées.

Des réformes ont amélioré le fonctionnement des administrations fiscales et douanières, permettant un recouvrement plus efficace. Un fichier unique des contribuables a été élaboré en 1995. Grâce à ces dispositions, les recettes fiscales ont plus que doublé entre 1994 et 1999 passant de 27,6 milliards pour s'établir à 68,3 milliards de CFA.

La dévaluation a permis au Tchad de renouer avec une croissance positive après la chute de l'activité économique en 1993. En plus de cela, le réajustement monétaire a entraîné une forte croissance de la production de coton, des exportations de bétail et de gomme arabique, tandis que l'effet revenu de la dévaluation déprimait les importations et stimulait la demande de produits nationaux. Le PIB a ainsi marqué une croissance significative (+7,2 %) en 1994. Les PAS enclenchés au Tchad en 1995 a débouché sur la privatisation de toutes les banques et presque toutes les entreprises publiques ainsi qu'à la liquidation de certaines d'entre elles. Cette politique a permis la réduction du déficit des finances publiques qui est passé de 14,2 % du PIB réel en 1994 pour s'établir à 9 % en 1998. En

outre, la politique budgétaire mise en œuvre durant cette période a conduit à un assainissement des finances de l'État permettant le rétablissement des équilibres macro-économiques et une certaine crédibilité du pays.

Le PIB/hab passe de 409,2\$ en 1990 à 384,5\$ en 1999, soit une baisse de l'ordre de 6%. En moyenne annuelle, la croissance par habitant tournait autour de - 0,4%. Cette situation résulte d'une forte chute du PIB en 1993 (-15,9) occasionnée par la baisse de la production agricole mais aussi de l'effet de la fermeture des frontières camerounaises et nigérianes.

### **L'ère pétrolière: 2000-2013**

La construction du pipeline Tchad - Cameroun et l'ouverture de la première vanne en octobre 2003 marquent le début de l'ère pétrolière au Tchad. En effet, cet important projet (4,2 milliards de \$) a impulsé une nouvelle dynamique à l'économie. Ainsi, par rapport aux périodes précédentes, entre 2000 et 2013, la croissance du PIB réel par habitant s'est établi en moyenne annuelle autour de 5,12%. La production par tête a presque doublé passant de 367,5\$ à 741,6 \$ en 2013. Il convient de noter que l'exploitation pétrolière a généré en moyenne entre 2006 et 2011 à peu près le quart du PIB national.

L'injection des ressources pétrolières dans l'économie a entraîné une hausse généralisée du niveau des prix en raison de la faible capacité d'absorption de l'économie tchadienne et de l'offre nationale. Il s'est accru en moyenne de 3,2% par an avec des fortes fluctuations expliquées par les déficits pluviométriques entraînant des baisses importantes de la production agricole. Il passe ainsi de 87% en 2000 (année de base 2005) pour s'établir à plus de 128% en 2013 expliquant la relative cherté de la vie au Tchad.

L'exploitation des champs de Doba a entraîné un accroissement des recettes et des dépenses publiques. En effet, les recettes totales sont passées de 135,43 milliards (12,13 du PIB) pour s'établir à 1329,6 milliards de FCFA représentant près de 20% du PIB. Cela correspond à une hausse en moyenne annuelle de l'ordre de 22,5%. Pour ce qui est des dépenses publiques, elles ont enregistré des fortes hausses passant de 203,2 milliards (18,2% du PIB) à 1463,56 de FCFA correspondant à 22, 02% du PIB. Un point important concerne la dépendance de l'économie nationale au pétrole. Ainsi, d'après le FMI (Rapport n° 13/284), l'économie tchadienne est fortement tributaire du pétrole qui assurait plus de 70 % des recettes budgétaires, 90 % du total des exportations de biens et 30% du PIB nominal en 2013.

Ces chiffres traduisent la nécessité de la diversification de l'économie qui permettrait de faire face aux chocs résultant de la baisse des cours du brut. Ils mettent également en évidence l'impérieuse nécessité pour les pouvoirs publics de poursuivre la politique actuelle de dotation en infrastructures et d'amélioration du capital humain, de la qualité des institutions ainsi que de la gouvernance en vue d'une croissance plus inclusive.

Enfin, il convient de noter que la gestion économique du pays s'est récemment améliorée, notamment dans le cadre du Programme de référence conclu en Juillet 2012. Fort de ce résultat, le Tchad a conclu avec le FMI un programme de 3 ans portant sur une facilité Elargie de Crédit (FEC). A terme l'objectif est d'atteindre le point d'achèvement de l'initiative PPTTE permettant une réduction substantielle de la dette publique tchadienne dégageant du coup des ressources supplémentaires pour le financement du développement à travers une offre conséquente des services sociaux (santé, éducation, ...).

**Guy DABI**

## B.A-BA de l'économie

### Comment mesurer la performance économique d'un pays?

La performance économique d'un pays est mesurée à travers plusieurs indicateurs en fonction de l'objectif recherché. Ces indicateurs sont entre autres le Produit Intérieur Brut (PIB), le Produit National Brut (PNB), l'évolution du niveau général des prix (taux d'inflation), la part de la population active ne trouvant pas de travail (taux de chômage), etc. Cependant, on utilise généralement le PIB et sa variation d'une année à l'autre afin de mesurer la performance économique d'un pays. Trois méthodes permettent de calculer le PIB et donnent toutes le même résultat.

- \* la méthode dite des produits consiste à sommer tous les biens et services produits par l'économie domestique au cours d'une période (généralement une année). Afin d'éviter le double comptage des biens, on somme les valeurs ajoutées en y ajoutant la valeur des taxes et en déduisant les subventions;
- \* la méthode des revenus consiste à prendre en compte l'ensemble des revenus générés par la production des biens et services;
- \* la méthode des dépenses et aussi appelée méthode de demande globale considère les dépenses en biens et services achetés par les ménages et les institutions aux prix de marché.

Le PIB peut être calculé en terme nominal, réel ou à prix constant. Le PIB nominal représente la production nationale sans prise en compte de l'augmentation du niveau général des prix (inflation). Quant au PIB réel, il est obtenu à partir du PIB nominal auquel on retranche le taux d'inflation en utilisant le déflateur du PIB. Le PIB à prix constant est calculé en considérant une année de référence.

Cependant le PIB, bien que restant le meilleur indicateur pour mesurer la performance économique d'un pays, présente des limites. En effet, le PIB ne couvre pas l'ensemble des biens et des services produits au niveau d'une économie car il sous-estime la richesse créée et cela principalement pour deux raisons: la non-prise en compte des biens non marchands et de l'économie souterraine. Enfin, une hausse du PIB ne se traduit pas forcément par une amélioration de bien-être. Par exemple, le carburant consommé dans l'embouteillage est comptabilisé dans la production alors que cela génère de la pollution susceptible d'augmenter les dépenses de santé.

César Baira DERING

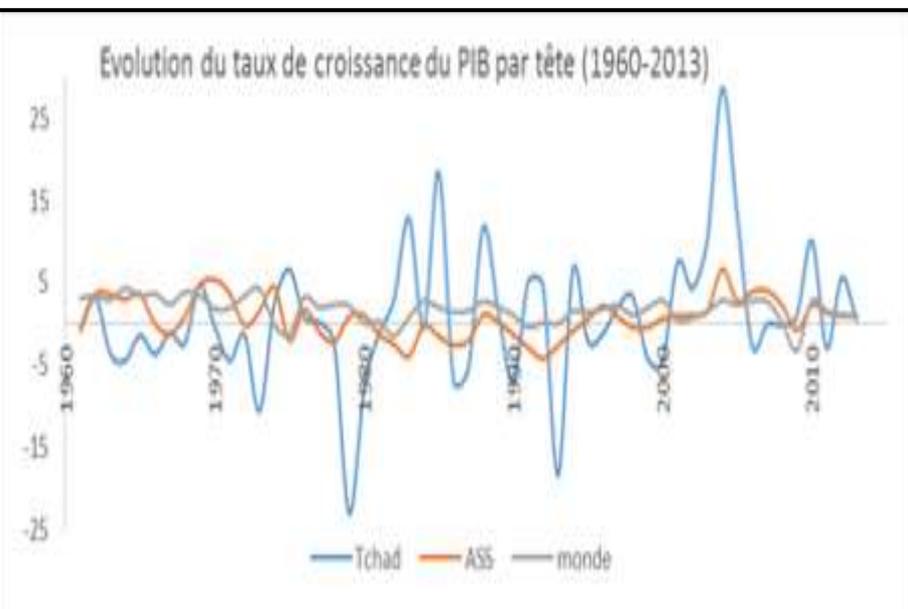
### Analyse des agrégats macroéconomiques du Tchad

Suivre l'évolution d'une économie sur le long terme permet d'améliorer l'état de connaissance sur les facteurs qui ont contribué au développement économique d'un pays et d'expliquer les fluctuations dans le produit. S'intéresser au PIB revient à prendre en compte les variables macroéconomiques qui agissent sur son niveau et le supplément de production auquel on identifie la croissance. Il est aussi reconnu qu'une longue série offre des modèles robustes et permet d'expliquer avec moins d'erreurs les épisodes économiques. C'est ainsi que nous suivons l'évolution de l'économie tchadienne à travers le PIB/tête et ses facteurs explicatifs, sous réserve de disponibilité de données, aux fins d'identifier ses goulets d'étranglement et ses potentiels et de dégager des leçons nécessaires aux orientations actuelle et future des politiques économiques.

#### Une croissance économique par tête très instable

L'évolution du taux de croissance nominal par tête du Tchad est caractérisée par une forte instabilité, comparée à celles des pays africains au sud du Sahara (ASS) et du monde. Les épisodes de fortes baisses et hausses correspondent à des événements internes et externes que le Tchad a connus. L'ampleur des fluctuations est faible de 1960 jusqu'au début des années 1970 qui est par ailleurs marquée par le premier choc pétrolier (en 1972). Ce dernier représente des hausses rapides et très fortes du prix du pétrole, occasionnant un ralentissement économique dans les pays industriels en raison de leur dépendance au pétrole. Compte tenu de la faible dépendance du Tchad au pétrole en cette période, cette crise aurait pu avoir un faible effet sur la croissance du PIB/hab n'eut été l'augmentation des coûts des produits industriels importés induite par la hausse des prix du pétrole.

La deuxième forte baisse de la croissance et la plus importante de l'histoire du Tchad date de 1979. A cette date, le PIB/tête a connu une baisse de 23% par rapport à son niveau de 1978. Un consensus se dégage dans la communauté des économistes pour imputer cette chute historique à la guerre civile de 1979. Il a fallu attendre 1981 pour que le taux de croissance du PIB/hab ne redevenne positif pour se situer à 3%, puis 13% en 1983. La littérature sur les effets des guerres civiles prédit en effet une chute de la production pendant les années des conflits et une inversion juste après la fin des conflits. Certains auteurs ont même montré que la probabilité de survenance d'un conflit armé peut réduire la production.



Source: World Development Indicators/Banque Mondiale

Suite Page 6

L'application des PAS, inspirés des théories libérales, résumés sous le nom de Consensus de Washington et ayant pour but la stabilisation macroéconomique, conduisit à la dévaluation du Franc CFA en 1994 afin de doper les exportations des pays africains dont la compétitivité était peu reluisante. Compte tenu, d'une part, du fait que les PED n'exportent en majorité que les matières premières et du fait de leur faible tissu industriel d'autre part, la dévaluation du FCFA ne peut que déprimer la production. Ce qui est corroboré par le taux de croissance du PIB/hab négatif en ASS (-1,84%) et au Tchad (-1,83%) sur la période 1995-2000.

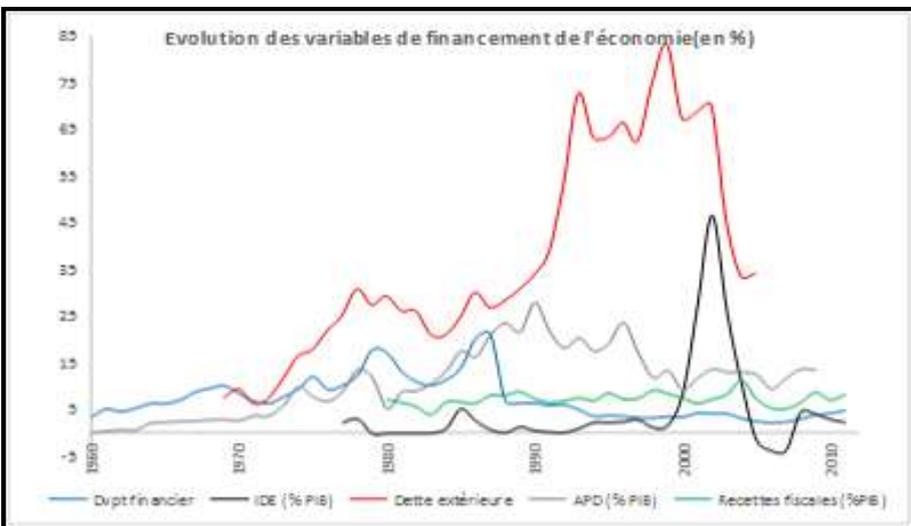
En 2004, le Tchad enregistra une forte et historique croissance du PIB/hab de 28,7%. Tout porte à croire que les ressources pétrolières ont contribué fortement à cette hausse historique. Ensuite, elle oscille entre 10,2% en 2010 à -2,9% en 2011. Une évolution qui est rythmée par les fluctuations des fondamentaux du pétrole (offre et demande). D'une manière globale, le taux de croissance du PIB/hab sous l'ère pétrolière est de 5,12% par an alors qu'il était de -0,4% avant l'ère pétrolière (1960-2002).

Toutefois, l'instabilité politique et le pétrole ne peuvent expliquer à eux seuls les épisodes économiques enregistrés par le Tchad. C'est pourquoi nous suivons l'évolution des autres variables macroéconomiques.

### Encadré 2: Conflits armés causes ou conséquences des fluctuations économiques?

L'économie politique identifie une double causalité entre survenance des conflits et conditions économiques. D'un côté, les guerres civiles, en détruisant les capitaux physique et humain, influencent négativement le niveau de la production. Aussi, elles créent l'incertitude dans la décision des investisseurs car la paix crée un environnement favorable à l'investissement. D'autre part, les récessions économiques sont sources des conflits sociaux et armés. *Alesina et al. (1996)* montrent sur un échantillon de 113 pays sur la période 1950-1982, que l'instabilité politique conduit à des faibles croissances. Alors que *Hull et Imai (2013)* montrent qu'une baisse d'un point de pourcentage de croissance conduit à une hausse de la probabilité de violence interne en moyenne de 0,40 point de pourcentage. Pour le Tchad, une étude du FMI (2005) montre que le stock de capital a beaucoup plus diminué pendant les périodes de conflits que le taux de dépréciation supposé, ce qui explique en grande partie le recul de la croissance du PIB/tête sur la période.

### Une économie financée en grande partie par la dette extérieure



Source: World Development Indicators/Banque Mondiale

Parmi les sources de financement d'une économie figurent les ressources internes (emprunts internes, ressources publiques propres et seigneurage) et externes (emprunts externes, dons, aide publique au développement (APD), Investissements Directs Etrangers (IDE) et transferts de migrants).

Nous approchons la dette intérieure par une de ses composantes qui est le crédit accordé au secteur privé par le système financier (SF). Le volume de crédit privé représente par ailleurs un des indicateurs du développement financier. L'évolution de cet indicateur fait apparaître une faible et stable part du financement de l'économie par le SF. En effet, sur la période 1960 – 2011, cet indicateur n'a jamais dépassé 20% du PIB. Il atteint son apogée sur la période 1980 – 1990, période marquée par l'exécution des PAS. Ensuite, il chute sur le reste de la période 1991-2011, n'excédant jamais 7% du PIB. L'insuffisance de l'épargne des ménages et la faible bancarisation constituent une explication possible du côté de la demande.

Aussi, la faible qualité des institutions (droit de propriété et corruption) et l'instabilité politique n'encouragent guère l'initiative privée, agissant négativement sur la demande de crédit. Ces facteurs contribuent-ils à expliquer la frilosité des banques au Tchad (cf. la thèse de *Beguy O. (2012), «Essais sur la surliquidité dans la zone CEMAC»*)?

Les ressources publiques (fiscales et non fiscales) quant à elles sont très faibles n'eussent été les ressources pétrolières qui ont augmenté leur niveau cette dernière décennie. Sur la période 1981-2011, les ressources fiscales oscillent entre 3,8% du PIB en 1983 à 11,1% du PIB en 2004. La comparaison du niveau des recettes fiscales du Tchad avec des pays qui lui sont structurellement comparables suggère qu'il existe un espace de ressources publiques sous-exploité (cf. l'étude de la BAD «*La mobilisation des ressources publiques intérieures hors pétrole au Tchad*», 2013). La faible capacité contributive des ménages induite par la pauvreté, l'inefficacité de l'administration fiscale, la mauvaise qualité des dépenses publiques et l'absence de la transition fiscale (cf. *B.A-BA de l'économie du Tchad Eco N°1*) constituent autant des facteurs explicatifs du faible niveau des ressources propres. Connaissant la vertu de ces ressources, il n'est point besoin d'insister sur la nécessité d'orienter les politiques actuelles vers l'amélioration de la qualité des dépenses publiques, gage du civisme fiscal et le renforcement de la capacité de l'administration fiscale.

Les IDE représentent toute opération par laquelle un investisseur basé dans un pays (d'origine) acquiert un actif dans un autre pays (d'accueil) avec l'intention de le gérer. Le niveau des IDE fut faible au Tchad sur la période 1977-2000, n'excédant jamais 5% du PIB. Ils connurent une hausse spectaculaire entre 2000 et 2005. Une hausse expliquée sans doute par les investissements réalisés dans le secteur pétrolier. Après 2005, la tendance retrouve celle des années d'avant 2000. Cette situation met en lumière la faible attractivité du Tchad aux investissements étrangers? La relative stabilité politique retrouvée ces dernières années pourrait améliorer le niveau des IDE. Toutefois, il est aussi reconnu que la productivité du capital humain et la fiscalité peuvent y contribuer.

Suite Page 7

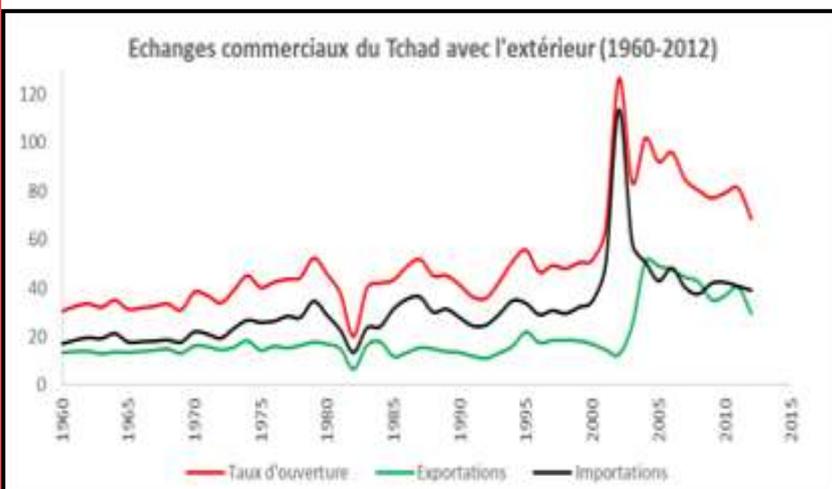
L'APD est «une activité par laquelle des pays font transiter vers d'autres des ressources publiques en vue de contribuer à leur développement.» (*Charnoz et Severino*). Même s'il manque de consensus sur l'effet de l'APD sur le développement, certains auteurs conditionnent ses effets par la qualité des institutions (*Burnside et Dollar, 2000*) et d'autres par l'état de fragilité du pays receveur (*Chauvet et Collier, 2006, 2008*). L'évolution de l'APD au Tchad est stable sur la période 1960-2011. Elle connut une légère hausse sur la période 1980-2000, atteignant son pic en 1991 à 28,09% du PIB. Il n'est pas hasardeux de lier cette hausse périodique aux PAS.

La dette extérieure, libellée en devise, se démarque de toutes les autres sources de financement en se situant à un niveau plus élevé sur toute la période d'étude. L'ère pétrolière semble marquer par un processus de désendettement de l'économie tchadienne. Elle suivit une tendance haussière de 1960 à 1990. Puis à partir de 1991, elle enregistra une forte hausse qui se poursuit jusqu'au début des années 2000. Un consensus se dégage dans la littérature économique sur les effets néfastes de la dette extérieure lorsqu'elle atteint un certain seuil. Cependant, ce seuil a fait l'objet de plusieurs études empiriques sans qu'une réponse tranchée ne soit donnée. Cette tendance accompagnée par l'amélioration de la qualité des dépenses publiques et la transparence dans les procédures d'exécution du budget pourrait accélérer l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTTE pour laquelle le Tchad reste à ce jour le seul pays de la Zone CEMAC à ne pas avoir atteint bien qu'ayant atteint le point de décision depuis 2001.

### Une ouverture commerciale tirée par les importations

L'ouverture commerciale, mesurée par la somme des exportations et des importations, rapportée au PIB, est un indicateur qui capte le degré des échanges commerciaux d'une économie avec l'extérieur. L'évolution des indicateurs du commerce extérieur montre que le Tchad est peu ouvert au commerce extérieur. L'enclavement, la faible industrialisation et les barrières tarifaires ou non tarifaires sont des facteurs qui réduisent le degré d'ouverture.

En plus de ces facteurs structurels, les modèles de gravité identifient la taille du pays, mesurée par le PIB et l'appartenance à des unions monétaire et économique, comme déterminants du volume des échanges commerciaux entre pays.



Source: World Development Indicators/Banque Mondiale

La période 1960–2000 marque une faible et stable ouverture commerciale. Sur cette période, les exportations sont composées essentiellement du coton, du bétail sur pied et de la gomme arabique. La forte baisse des indicateurs du commerce extérieur de l'année 1984 est vraisemblablement imputable à la sécheresse qui sévit dans tout le sahel alors que la dévaluation de 1994

semble moins affecter les flux commerciaux. La dépendance aux matières premières n'est pas sans conséquence sur les revenus des paysans car ils sont exposés aux instabilités primaires. Cependant, la mise en place de la Caisse de stabilisation des prix du coton (Caisse Coton) permet d'éviter la transmission de cette instabilité aux revenus des paysans.

Enfin, l'évolution des indicateurs sur la période semble ne pas suivre la théorie de l'industrialisation par substitution aux importations en vogue dans les années 1970. En effet, cette théorie préconisait aux PED d'ériger des barrières commerciales à leur frontière afin de développer leur tissu industriel naissant avant de s'ouvrir. De ce fait, les politiques d'industrialisation apparaissent clairement parmi les huit (08) principales actions du Plan cadre pour la décennie 1971-1980 que le Tchad a élaboré. On aurait pu donc observer une baisse des importations si ces politiques avaient été observées par les pays.

La période 2000-2005 est marquée par une hausse vertigineuse des indicateurs du commerce extérieur, une hausse compatible avec l'ère pétrolière car l'ouverture commerciale est boostée par les importations sans doute des matériels de construction du pipeline. Cet état de fait est corroboré par la baisse drastique des importations à partir de 2004, retrouvant ainsi sa tendance d'avant 2000.

### Et le développement du Tchad ...

Le Tchad est classé par les institutions internationales parmi les pays à faibles revenus. En 2011, 45% des tchadiens vivaient sous le seuil de la pauvreté monétaire. Cette statistique a peu évolué dans le temps car elle était de 55% en 2003. L'espérance de vie à la naissance est en dessous de 50 ans (49,2 ans). Selon l'IDH, le Tchad s'est toujours trouvé en queue de peloton. Ce qui rend primordiale l'investigation des facteurs de la pauvreté. Un accent particulier est mis sur le niveau et la nature de la croissance économique en raison de l'étroit lien entre croissance et développement.

**Le niveau de la croissance économique?** Bien que sur la période 1960-2013, le taux de croissance nominal moyen du Tchad est de 3,70% par an, celui du PIB/hab n'est que de 0,89%, suggérant l'importance de la croissance démographique qui s'établit à en moyenne annuelle à 2,6%. Pour que la croissance économique se traduise en une augmentation de revenus, il faut qu'elle soit supérieure à la croissance démographique. Le taux d'inflation, 4,10% en moyenne par an, contribue à dégrader davantage le bien-être des ménages tchadiens. En sommes, le niveau de la croissance au Tchad est assez faible pour pouvoir réduire efficacement la pauvreté.

**L'instabilité de la croissance économique?** Le caractère instable de la croissance influe négativement sur le bien-être des ménages. Cette instabilité est d'autant plus dommageable que l'économie est moins diversifiée, ce qui empêche la compensation entre branches de réguler les fluctuations des agrégats. Les hausses et les baisses du revenu ont des effets asymétriques sur le bien-être. En effet, l'instabilité du revenu (et d'autres: exportations, climat, ...) exerce deux types d'effet: effets de risque (ex ante) et effets d'asymétrie (ex post) dus à des réactions différentes à la baisse et à la hausse de revenu (*Guillaumont, 2006*). Les effets d'asymétrie sont dus à l'irréversibilité de certains chocs négatifs de revenu, par exemple la déscolarisation induite par la baisse de revenu.

Suite Page 8

**Les inégalités?** La structure de la pauvreté au Tchad laisse à penser que la croissance n'est pas inclusive. Ce qui est corroboré par l'indice de GINI, mesure des inégalités de revenus dans une société, qui avoisine les 45%. L'analyse de la dynamique des inégalités à partir des données d'ECOSIT 2 et 3 montre que la tendance des inégalités est à la hausse entre 2003 et 2011. Pourtant, les économistes s'accordent sur le fait qu'en général la croissance est essentielle pour réduire la pauvreté, à condition que la répartition du revenu reste plus ou moins constante (*Dollar et Kraay, 2001; Ravallion, 2001 et 2003; Bourguignon, 2004*).

Par conséquent, les politiques de croissance économique ne doivent pas perdre de vue la redistribution aux fins de faire profiter les plus pauvres des fruits de la croissance. Les politiques redistributives ont une double incidence sur la pauvreté à terme: réduire la pauvreté aujourd'hui et accélérer la réduction de la pauvreté demain en accroissant la capacité des plus pauvres à participer aux activités économiques.

**La composition de la croissance?** D'après le *FMI (2005)*, la croissance du Tchad est tirée par le capital physique et les contributions du capital humain et de la productivité totale des facteurs sont faibles et parfois négatives (**Encadré 3**). Aussi, l'évolution de la croissance du PIB/hab fait apparaître que les records historiques sont enregistrés sous l'ère pétrolière. Pourtant, il est de notoriété publique que le secteur pétrolier ne crée pas autant d'emplois que tout autre secteur.

**Encadré 3: Contributions des facteurs à la formation du PIB**

Année	1969-74	1975-82	1983-90	1990-99	2000-04
Croissance du PIB réel (%)	5,82	-3,12	6,85	3,27	13,05
Contribution du facteur capital (%)	0,74	-0,35	1,32	1,86	6,64
Contribution du facteur travail (%)	1,08	1,26	1,60	1,78	1,79
Contribution de la PTF (%)	4,00	-4,02	3,92	-0,37	4,63

**Source: Estimation du FMI (2005)**

Enfin, les faibles niveaux du développement financier, des IDE, du tissu industriel et des ressources propres, suggérant leur faible contribution au produit national, corroborent la dépendance de l'économie tchadienne aux ressources naturelles.

**Politiques économiques**

L'analyse des agrégats macroéconomiques du Tchad font apparaître plusieurs défis susceptibles de compromettre son processus de développement. Nous tirons quelques leçons aux fins de réorienter les politiques publiques actuelle et future.

**Leçon N° 1:** Le caractère très instable de la croissance mérite la mise en place des politiques de stabilisation de revenus. Un filet de protection sociale bien ficelé est une sérieuse piste de réflexion (*Banque mondiale, 2012*). Ceci est d'autant plus vrai que la dépendance de l'économie aux produits primaires expose les ménages à des chocs des prix internationaux.

**Leçon N° 2:** L'inflation, ou cherté de vie du commun de mortel, érode le pouvoir d'achat des ménages, surtout les plus pauvres. La lutte contre l'inflation élevée favorise à terme une croissance saine et agit ainsi doublement en faveur des catégories pauvres de la population, celles qui ne peuvent indexer leurs revenus sur la hausse des prix. L'analyse de l'inflation fait apparaître une tendance haussière sous l'ère pétrolière, confirmant la non stérilisation des ressources pétrolières. En effet, investir l'ensemble de ressources pétrolières dans l'économie peut créer non seulement

une hausse de l'inflation, mais également des dépenses non efficaces en raison de la capacité d'absorption limitée de l'économie.

**Leçon N° 3:** Les faibles contributions du capital humain et de la productivité des facteurs à la formation du produit national suggèrent une augmentation des investissements sociaux (éducation et santé). Bien que des efforts soient consentis dans ce sens ces dernières années, il n'en demeure pas moins que le niveau de ces investissements reste inférieur à celui des pays structurellement comparables au Tchad et aux normes internationales. En outre, il est à relever que les effets de ces investissements ne s'observeront qu'à moyen ou long termes.

**Leçon N° 4:** L'ère pétrolière correspond à une tendance vers le désendettement de l'économie tchadienne. L'idéal serait que cette tendance soit suivie de l'amélioration du niveau du financement interne (développement financier et ressources propres) de l'économie. L'introduction de la concurrence dans le secteur bancaire, l'offre des crédits garantis par l'Etat pour une catégorie des citoyens sont autant des pistes à explorer pour assurer le développement financier du Tchad. Cela doit aller de pair avec l'édification d'un Etat de droit où les droits de propriété sont respectés.

**Leçon N° 5:** Cette vue panoramique de l'économie tchadienne suggère la nécessité de mettre en place des réformes structurelles, seule voie en mesure d'assurer la soutenabilité de l'économie. Pour ce faire, il n'est pas inutile d'insister sur le besoin d'éradiquer les pratiques peu orthodoxes qui émaillent les finances publiques et reconnues de tous d'ailleurs (corruption, détournement, trafic d'influence, clientélisme...). Ces pratiques sont susceptibles de nuire l'efficacité des dépenses publiques et de détourner des ressources qui auraient pu être mobilisées pour le financement du développement.

**Leçon N° 6:** Nonobstant une situation économique peu reluisante et des handicaps structurels défavorables au développement économique, cela ne saurait constituer un fatalisme pour le Tchad. Nous concluons sur cette note d'espoir illustrée par l'encadré 4 qui compare quelques économies ayant des caractéristiques communes en début de période.

**Encadré 4: Faits stylisés**

**Corée du Sud vs Côte d'Ivoire:** A la fin de la guerre civile, la Corée du Sud était pauvre avec une forte population rurale. On prévoyait une destinée favorable à la Corée du Nord qui avait toute l'industrie et les ressources naturelles. En même temps, la Côte d'Ivoire avait le même taux de croissance que la Corée jusqu'à la fin des années 70. Puis, la CI a connu un renversement de fortune.

**Indonésie vs Nigeria:** Deux pays exportateurs de pétrole, avec une forte population et une situation climatique similaire. A première vue, on pourrait supposer qu'ils auraient des trajectoires parallèles. Le Nigeria avait un revenu par tête 50% plus élevé que l'Indonésie en début de période. Pourtant, le revenu par tête du Nigeria est moins de la moitié de celui d'Indonésie en fin de période.

**Singapour vs Hong Kong:** Deux cités Etats dans les tropiques, généralement peu propice pour l'homme et à l'activité économique (sols peu féconds pour l'agriculture, température élevée propice à la transmission de maladies) et avec une faible population. Les deux pays ont un sentier de croissance régulier avec une croissance quasiment identique. Ces deux comparaisons suggèrent que «la géographie» ne dicte pas nécessairement sa destinée!

**L'île de Maurice:** Quand *James Meade* (prix Nobel d'économie) visita Maurice peu après son indépendance, le taux de chômage était aux alentours de 40% et il ne «vit que de la canne à sucre» pour dire qu'il existait peu d'espoir de développement pour ce pays. Pourtant, le pays affiche une performance exceptionnelle avec moins d'inégalités.

**Aristide MABALI**

## Actualités économiques

### La fin d'année rime avec pétrole au Tchad!

La baisse des prix internationaux du pétrole est devenue le refrain de tous les médias en cette fin d'année. Les cours du Brent, la référence du brut tchadien, sont passés de 104\$ en juin à 60\$ en décembre, soit une baisse relative de 42,3%. Ce qui n'est pas sans conséquence tant la dépendance de l'économie tchadienne au pétrole est préoccupante. En effet, en 2013, les recettes pétrolières ont représenté plus de 70% des recettes budgétaires et le secteur pétrolier fournit 90% du total des exportations de biens et représente 30% du PIB nominal.

Cette chute vertigineuse et soutenue des prix du pétrole a obligé le gouvernement tchadien à l'inscrire à l'ordre du jour du conseil extraordinaire des ministres en date du 26 décembre 2014. Prenant acte de la situation, le Chef de l'Etat a reconnu que le choc pétrolier risque de saper les efforts de développement du Tchad. Pour atténuer la transmission de cette déprime du marché de pétrole sur le budget 2015, il a prôné la maîtrise des dépenses publiques. De ce fait, seuls les projets et programmes à caractère social doivent être privilégiés. Profitant de l'occasion, le Chef de l'Etat est revenu sur l'échéance de l'émergence du Tchad en la renvoyant à l'horizon 2030. Selon lui, cet objectif ne peut être atteint que par l'assainissement des finances publiques et l'amélioration du climat des affaires avec son corollaire de l'émergence d'un secteur privé dynamique et compétitif.

Toutefois, les conséquences économiques et budgétaires de cette baisse des prix internationaux pourraient être jugulées par la mise en valeur du **champ du «Grand Baobab»** en date du 22 décembre. D'une capacité de production de **44.000 barils/jour**, ce nouveau champ permettra sans nul doute de compenser la baisse des recettes induite par la chute du cours du brut. Ainsi, après Exxon-Mobil et Glencore, la CNPC, après un long bras de fer avec le gouvernement, dévient le troisième exportateur du brut tchadien.

Paradoxalement, l'économie tchadienne vit au rythme des pénuries de carburant. La première pénurie, qui a duré de mi-octobre au début décembre et qualifiée de spéculative par le gouvernement, semble être un court souvenir pour les tchadiens. Un court souvenir car une deuxième survient courant deuxième quinzaine du mois de décembre suite au mouvement d'humeur des marqueurs, seuls habilités à approvisionner les stations-services. En effet, à travers l'Arrêté N°3777/PR/PM/MECDT/2014 signé conjointement par les Ministres de l'Economie, du Commerce et du Développement touristique et son homologue des Finances et du Budget en date du 16 Décembre, le gouvernement décide d'augmenter la fiscalité sur les produits pétroliers et de modifier la clé de répartition des recettes du pétrole. L'annonce du retrait dudit arrêté a permis l'approvisionnement à nouveau des stations-services. Bien qu'incapable d'évaluer à l'instant les pertes économiques induites par ces pénuries répétitives, il n'en demeure pas moins que la nécessité de les juguler doit être une priorité pour le gouvernement.

Mais qu'est-ce qui explique cette baisse soutenue des prix? L'économiste **Frankel** attribue la baisse des prix du pétrole et d'autres matières premières, en dehors de ralentissement de l'économie mondiale avec son corollaire de baisse de la demande d'énergie, le boom du gaz de schiste aux Etats-Unis, la défaillance de coordination des pays membres de l'OPEP, par **l'anticipation de la politique monétaire restrictive de la banque centrale américaine (Fed)**. La Fed a en effet mis fin, en octobre, à sa politique monétaire expansionniste et envisage relever le niveau des taux d'intérêts à court terme courant de l'année prochaine. Rappelons que cette analyse est basée sur l'évolution historique des taux d'intérêt et des prix des matières premières.

**Aristide MABALI**

### Crédit-bail au Tchad: quelles perspectives pour les PME?

Après quelques années de stabilité, le Tchad s'apprête à bénéficier d'un instrument financier qui pourrait contribuer à l'émergence de son économie à travers le développement des Petites et Moyennes Entreprises (PME). En effet, la Société Financière Internationale (SFI), institution membre du groupe de la Banque Mondiale dont le but est de favoriser le développement des entreprises, a signé un accord de coopération avec le Ministère du Plan et de la Coopération Internationale pour la mise en place du Crédit-bail au Tchad le 17 juin 2014.

D'après l'INSEE, *"le crédit-bail est une opération financière qui permet d'acquérir un bien par un paiement forfaitaire mensuel appelé redevance et de faire valoir une option d'achat à l'échéance du contrat de crédit-bail"*. Né aux Etats Unis dans les années 1950, le crédit-bail accorde le droit d'usage économique au preneur alors que le bailleur détient la propriété juridique avec une promesse unilatérale de vente. Les avantages du crédit-bail pour le preneur sont multiples et peuvent se résumer comme suit:

- un financement intégral des investissements sans nécessairement un apport initial;
- une possibilité pour l'entreprise de préserver ses propres fonds et de les allouer au financement des besoins de son exploitation;
- une facilitation des procédures fiscales (charges, TVA, etc.) et juridiques;
- une contribution à l'acquisition des équipements dans les délais très courts.

Tout comme pour le preneur, les avantages pour le bailleur sont aussi nombreux dont les grands traits peuvent être stipulés ci-dessous:

- la propriété juridique permet la limitation du risque de non-paiement;
- l'exonération des droits d'enregistrements des actes d'acquisition.

En date du 12 décembre 2014, la loi sur le crédit-bail a été adoptée à l'unanimité par 129 députés présents au palais de la Démocratie de Gassi. Cette loi s'inscrit dans le cadre du programme Africa Leasing Facility de la SFI en vigueur dans plusieurs pays africains avec pour objectifs de créer des conditions juridiques et fiscales favorables d'accès au crédit dans le but de développer des investissements sur le continent. Le jour suivant, la visite du Directeur des Opérations de la Banque Mondiale pour le Mali, le Niger et le Tchad M. Paul Nomba UM qui a rencontré les plus hautes autorités dont le Chef de l'Etat a été un symbole fort pour ce partenariat avec la SFI.

Cet instrument permettra aux entreprises et/ou particuliers sans antécédents de crédit d'avoir accès aux équipements nécessaires au développement de leurs activités. Le crédit-bail pourrait donc ainsi être perçu comme un moyen pour le Tchad de redynamiser son économie nationale et diversifier ses ressources.

**Abdel hakh HAMID & Rony DJEKOMBE**

## Le mot de la fin: Pétrole, encore pétrole, toujours pétrole!!!

En cette période de fin d'année et son corollaire de formulation des vœux, il est de bon ton d'identifier quelques résolutions à mettre en œuvre. Au niveau individuel, il est commun de prendre des résolutions du genre je dois perdre 10 kg, je dois aller à l'église plus souvent, je dois arrêter la bière!!!

Force est de constater que généralement, on ne parvient pas toujours à atteindre ces objectifs. L'expérience a plutôt prouvé qu'il faut un élément catalyseur comme par exemple le diagnostic d'une maladie, la mort d'un être cher, le fait d'échapper de peu à une mort certaine suite à une conduite en état d'ébriété. Ces événements nous amènent effectivement à changer de comportement et de mode de vie et cela s'avère salutaire. Vous vous posez sans doute la question de savoir quel est le lien entre cela et le titre de cet article. Pour le comprendre, il suffit de comparer l'individu à notre pays le Tchad.

**L'actualité socioéconomique de ces derniers mois nous impose un changement de comportement tant le diagnostic est évident, la dépendance de notre économie au pétrole est criarde.** De ce fait, la chute du prix du baril a des fâcheuses conséquences sur le budget de l'Etat. Ainsi, un changement de comportements dans la gestion de la politique économique s'impose afin d'éviter la transmission des chocs pétroliers aux variables internes. Pour ce faire, le FMI recommande sans cesse des politiques contracycliques afin d'économiser dans les périodes fastes pour mieux se prémunir lors des chocs négatifs causés par la baisse du cours du Brent. La stérilisation des revenus pétroliers présente aussi l'avantage d'assurer l'équité intergénérationnelle dans la répartition des revenus pétroliers. Les recommandations du FMI concernent aussi l'efficacité des dépenses publiques. Il est souvent, en effet, étonnant de voir qu'à chaque fois que les recettes baissent, les pouvoirs publics sont tentés d'augmenter les recettes à travers la dette publique (emprunts obligataires) alors qu'une plus grande efficacité des dépenses entraînerait des économies importantes. Réaliser cela passerait par une bonne adéquation suivie d'une bonne programmation des dépenses publiques, une procédure d'attribution des marchés plus transparente, une révision de la mercuriale des prix.

*Guy DABI*

## Bon à savoir: Conjoncture économique à l'aube des fêtes de fin d'années

Les fêtes de fin d'années (Noël et nouvel an) sont des occasions où les ménages se lancent dans des achats inhabituels. Ces achats vont des simples biens primaires (jouets, habits, repas copieux, ...) aux biens de luxe (voiture, bijoux de valeur, ...). Cette hausse des dépenses est supportée par les primes perçues en fin d'années pour les ménages salariés, gratifications pour certains, rendement pour d'autres, 13ème mois, etc. Au-delà de ces ressources, nombreux sont les ménages qui ont dû épargner tout au long de l'année ou prendre des crédits afin de faire face à ces dépenses. Du côté de l'offre, les commerçants anticipent ces moments en constituant des stocks. En raison de la nature des biens consommés lors de ces fêtes, on s'attendrait à une hausse des importations et seules les dépenses alimentaires doperaient les produits locaux.

Ainsi, l'activité économique est boostée par des nouvelles opportunités. Alors qui en sont les gagnants? En premier lieu, les commerçants, les détenteurs des débits de boisson et les compagnies de transport. Les commerçants bénéficient non seulement de la hausse des ventes, mais également de la flambée des prix qui caractérise cette période. On pourra aussi s'attendre à une hausse des emplois temporels pour les nouvelles activités qui émergeront (servants de bar, ...). Toutefois, les difficultés financières rencontrées ce dernier temps par les fonctionnaires suite au retard de paiement des salaires pourraient déprimer l'enthousiasme des consommateurs et par ricochet déprimer les ventes. Et l'Etat? La position de l'Etat est contrastée car dépenses et recettes se contrebalancent. L'Etat va enregistrer une hausse des recettes fiscales suite à cette embellie économique. Cependant, cette période est aussi associée à une recrudescence des accidents, une consommation importante d'alcool et de tabac et des activités de contrebandes. Ce qui aura pour corollaire une hausse des dépenses publiques de santé et des dépenses de sécurité. Ces dépenses sont aussi supportées en partie par les ménages.

Enfin, les dépenses engagées ne sont pas sans conséquences. En effet, les périodes d'après fête sont marquées par le rationnement dans les dépenses de toute nature. Alors, dépensons en pensant à demain!

*Aristide MABALI*

## Equipe de rédaction

### Directeur de Publication:

*Jareth BEAIN*

### Rédacteur en Chef:

*Aristide MABALI*

### Rédacteur en Chef Adjoint:

*Guy Dabi GAB-LEYBA*

### Chargé de diffusion:

*Rony DJEKOMBE*

***Ce numéro a vu la contribution financière du Service de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France au Tchad, toutefois les avis émis sont ceux des auteurs.***

A participé à la préparation de ce numéro:

*Beguy DJIMHOUNOM*

## Nous contacter

Cercle de Réflexion et d'Orientation sur la Soutenabilité de l'Economie Tchadienne (CROSET).

Siège: Quartier Gassi

B.P.: 2141 N'djamena (Tchad).

### Email:

[nos\\_contacts@croset-td.org](mailto:nos_contacts@croset-td.org)

Site web: [www.croset-td.org](http://www.croset-td.org)

Tél.: (+235) 66 31 99 68/ 62 30 36 66/ 60 56 56 17

Impression: **Aubaine Graphic**

Tirage: 500 exemplaires

**Prochaine parution: 1<sup>er</sup> Mars 2015**

### Thème central:

**L'administration publique tchadienne**

Rétrouvez-nous sur notre page facebook «**Economie du Tchad**» et suivez-nous également sur Twitter.

Pour recevoir gratuitement ce numéro, envoyez-nous un email à l'adresse ci-dessous: [nos\\_contacts@croset-td.org](mailto:nos_contacts@croset-td.org)